

ÉDITORIAL

Nouvelle équipe, nouvelle présentation et déménagement, *Politique africaine* évolue et franchit une nouvelle étape avec ce premier numéro de l'année 1999. Conformément au principe de la « tontine rédactionnelle » qui prévaut depuis sa création en 1980, la revue revient à Paris. Après une douzaine d'années passées au Centre d'études d'Afrique noire de Bordeaux, la rédaction s'installe à l'université Paris I-Sorbonne, dans les locaux du Centre d'études juridiques et politiques du monde africain (CEJPMA) où elle intègre une unité de recherche récemment créée¹.

Au début des années 1980, la revue fut partie prenante d'une rupture avec les théories vieillissantes de la dépendance et de la modernisation. Elle doit aujourd'hui réaffirmer l'indépendance d'une pensée scientifique sur l'Afrique et rester fidèle à sa vocation d'impertinence. En contrepoint de la vulgate néo-libérale et de l'irénisme démocratique qui tendent à s'imposer dans le sillage de la « pensée unique » des bailleurs de fonds, *Politique africaine* entend poursuivre son entreprise critique, en soulignant par exemple les fausses évidences de la libéralisation économique, de la « *good governance* » ou de la « société civile ».

Comprendre dans toute leur complexité les transformations sociales, économiques et politiques que connaissent les sociétés subsahariennes, voilà ce à quoi s'est attelée *Politique africaine* depuis sa création. Dans le contexte actuel de globalisation culturelle, de libéralisation économique accélérée et de transitions politiques avortées, il convient d'approfondir cette réflexion pluridisciplinaire sur les inventions africaines de la modernité et les nouveaux modes d'inscription des individus dans la cité. Afin de saisir ces mutations dans leur dimension à la fois matérielle et imaginaire, nous souhaitons en premier lieu renouer avec les travaux empiriques de terrain et les approches de « politique par le bas » qui ont fait l'originalité de la revue.

Restituer la parole des acteurs pour mieux appréhender la richesse des dynamiques africaines contemporaines ; prêter attention aux « mille pratiques minuscules » qui se déploient dans la quotidienneté des rapports de pouvoir et la banalité des relations sociales, tel est le premier souci de la nouvelle équipe éditoriale. Pour favoriser la publication de données et de travaux inédits, l'analyse de documents bruts sera réhabilitée et les colonnes ouvertes plus largement aux jeunes chercheurs, notamment africains.

Il importe, en outre, d'articuler plus étroitement la recherche fondamentale à l'analyse des faits saillants de l'actualité du continent. *Politique africaine* se doit d'offrir à ses lecteurs une étude plus approfondie des conjonctures africaines, qui mette en lumière les tendances lourdes sous-jacentes à l'écume des événements, qui souligne par exemple les véritables enjeux des élections en Afrique du Sud, des conflits au Sud-Kivu ou de l'évolution des luttes factionnelles au sein de la junte nigériane depuis la mort d'Abacha. Jusqu'alors délaissée, l'économie politique tiendra dans ces pages une place importante. Enfin, la nouvelle équipe souhaite renforcer la dimension comparative de la revue. *Politique africaine* a depuis longtemps opéré un décloisonnement disciplinaire. Il s'agit désormais d'envisager un second décloisonnement, de nature géographique, en franchissant le Sahara. La rencontre entre spécialistes des sociétés d'Afrique subsaharienne et d'Afrique du Nord devrait s'avérer féconde. Bien entendu, cette comparaison « de proximité » n'exclura pas des ouvertures comparatives hors du continent, comme en témoignera le numéro de décembre 1999 consacré aux relations Afrique-Asie.

Ces réorientations s'accompagnent d'une réforme des rubriques. LE DOSSIER thématique qui constitue l'épine dorsale de la revue est bien évidemment maintenu. Il sera suivi d'une nouvelle rubrique CONJONCTURE, constituée de deux ou trois articles brefs et synthétiques. Le MAGAZINE, qui assure la diversité de la publication, voit sa vocation renforcée. Organisé en trois sous-rubriques qui seront « activées » en fonction des besoins, il pourra désormais accueillir des discussions autour d'un thème particulier (*Débat*), des analyses de *Documents bruts* – écrits, oraux, voire picturaux – et enfin des « papiers » de *Terrain* qui auront vocation à rendre compte, « par le bas », des dynamiques sociales, culturelles et politiques du continent. Une rubrique spéciale (PISTES DE RECHERCHE) est également prévue pour accueillir les articles à visée plus théorique, conceptuelle ou épistémologique, ainsi que les travaux novateurs qui avancent des hypothèses originales. Enfin, l'ancienne chronique bibliographique – devenue LECTURES – se renforce pour devenir une véritable rubrique sur l'état de la recherche : outre la *Revue des livres*, elle accueillera désormais une *Revue des revues* et des débats, souvent passionnés, *Autour d'un livre* marquant. Quelques réformes de fond et de forme donc, qui s'inscrivent dans la continuité des rénovations engagées par les équipes précédentes et se veulent fidèles à l'esprit qui anime la revue depuis sa création. ■

1. UPRESA « Mutations africaines dans la longue durée », regroupant au Centre Malher, le CEJPM, le CRA (Centre de recherches africaines) et le LAJP (Laboratoire d'anthropologie juridique de Paris).